Conseil d'évaluation des juges de paix

**DANS L'AFFAIRE D'UNE AUDIENCE EN VERTU DE
L'ARTICLE 11.1 DE LA *LOI SUR LES JUGES DE PAIX*,
L.R.O. 1990, ch. J.4,
DANS SA VERSION MODIFIEE,**

**En ce qui concerne une plainte sur la conduite de
la juge de paix Donna Phillips**

Devant : L'honorable juge Paul M. Taylor, président
La juge de paix principale régionale Kathleen Bryant
Madame Cherie Daniel, membre du public

Comité d'audition du Conseil d'évaluation des juges de paix

**DÉCISION SUR LA MESURE IMPOSÉE À LA SUITE
D'UNE CONCLUSION D'INCONDUITE JUDICIAIRE**

Avocats :

Maître Marie Henein
Henein, Hutchison LLP

Avocate chargée de présenter le dossier

Maître Tim Price
Little, Inglis, Price & Ewer LLP

Avocat de la juge de paix
Donna Phillips

Introduction

[1] À la suite d'une plainte déposée auprès du Conseil d'évaluation des juges de paix, un comité des plaintes du Conseil a enquêté sur les allégations et a ordonné que la plainte sur la conduite de la juge de paix Donna Phillips fasse l'objet d'une audience formelle devant un comité d'audition en vertu de l'article 11.1 de la *Loi sur les juges de paix*. Les détails de ces allégations sont énoncés dans l'avis d'audience (annexe A à la présente décision). La preuve a été entendue les 23 et 24 mai 2013. Les observations ont été présentées le 20 juin 2013. La juge de paix Phillips, par l'intermédiaire de son avocat, a convenu que si les détails de la plainte s'avéraient véridiques, ils constitueraient une inconduite. Nous avons déterminé que le 30 juillet 2013, la juge de paix Phillips avait activement trompé le sergent d'état-major William Berg, du Service de police de London, qui effectuait un contrôle routier au sujet de la fille de la juge Phillips, Mary Anne Kechego, pour une infraction présumée au *Code de la route*.

Plus précisément, nous avons déterminé que Mme la juge de paix Phillips :

- (1) avait prétendu qu'elle ne connaissait pas bien la conductrice;
- (2) avait prétendu que la conductrice était sa nièce;
- (3) avait affirmé que le nom de famille de la conductrice était Titchner, ce qu'elle savait être faux.

Sur la base de ces déterminations, nous concluons que les actes de la juge de paix constituent une inconduite judiciaire.

À l'époque, quand nous avons fait notre conclusion d'inconduite judiciaire, nous avons écrit :

[18] Après avoir évalué la crédibilité de la juge de paix Phillips et du sergent d'état-major Berg, nous sommes parvenus à la regrettable conclusion que nous ne croyons pas le témoignage de la juge de paix Phillips. C'est regrettable, car cela nous conduit inexorablement à une conclusion d'inconduite judiciaire. Ce genre de conclusion est toujours regrettable, car l'inconduite judiciaire d'un officier de justice est considérée par le public comme un manquement du système judiciaire dans son ensemble, et pourrait être perçue ou interprétée comme une erreur de sélection et de formation des officiers de justice. L'inconduite judiciaire constitue l'omission, par un juriste, de se conduire en conformité avec les *Principes de la charge judiciaire des juges de paix de la Cour de justice de l'Ontario* et mine la confiance du public envers l'administration de la justice en général

[2] La décision que nous devons prendre à l'égard de la mesure imposée est prise avec encore plus de regret. Nous concluons que la seule mesure qui s'impose consiste à recommander, en vertu de l'alinéa 11.1 (10) g) de la *Loi sur les juges de paix*, que la juge de paix Phillips soit destituée de ses fonctions. En trompant le sergent d'état-major Berg, sa conduite portait si manifestement et profondément atteinte aux principes d'impartialité, d'intégrité et d'indépendance des juges, qu'elle a suffisamment ébranlé la confiance de la population pour rendre la juge de paix incapable de s'acquitter des

fonctions de sa charge. (Voir le *Rapport au ministre de la Justice au sujet du juge de paix Paul Cosgrove de la Cour supérieure de l'Ontario* (2009) au par. 19, du Conseil canadien de la magistrature). Nous utilisons le terme regrettable en raison des conséquences non seulement pour l'administration de la justice, mais aussi pour la juge de paix Phillips, qui, avant cette affaire, a eu une longue carrière en tant que juge de paix et a servi de modèle pour toutes les femmes en général issues d'un milieu défavorisé, notamment les femmes autochtones.

Contexte et vue d'ensemble

[3] Le 30 mars 2012, la juge de paix Phillips était passagère dans son propre véhicule conduit par sa fille, Mary Anne Kechego. Le sergent d'état-major William Berg, du Service de police de London (S.P.L.), effectuait des contrôles de la circulation. Dans le cadre d'une initiative du S.P.L., il surveillait plus particulièrement les conducteurs qui brûlaient des feux rouges. Il a témoigné que Mme Kechego a brûlé un feu rouge à l'intersection de Wharncliffe Road et de Baseline Road, à London. Il a suivi la voiture, et a fait signe à la conductrice de s'arrêter dans le terrain de stationnement d'un magasin de bières Beer Store. La voiture se trouvait à environ 20 mètres de la chaussée.

[4] La juge de paix ne nie pas que pendant environ une heure, Mary Anne Kechego a induit en erreur le sergent d'état-major Berg sur son identité. Ce qui est contesté, c'est le témoignage sergent d'état-major Berg selon lequel la juge de paix Phillips a activement aidé sa fille dans sa ruse.

[5] La juge de paix Phillips nie avoir entendu sa fille donner une fausse identité. Elle affirme que le sergent d'état-major Berg lui a demandé si elle connaissait la conductrice et qu'elle a répondu que oui. Selon elle, aucune autre question ne lui a été posée.

[6] La juge de paix a expliqué dans son témoignage qu'au bout d'une heure environ, le sergent d'état-major Berg s'est approché d'elle et lui a déclaré que la conductrice lui mentait, qu'il savait que Madame Phillips était juge de paix, et qu'il ne voulait pas la mêler dans la situation, mais qu'il avait besoin de son aide.

[7] La juge de paix Phillips a affirmé qu'elle s'est alors approché sa fille et lui a dit : [traduction] « Le policier soutient que tu mens. Je ne sais pas de quoi il s'agit, mais et je ne veux pas avoir d'ennuis. » Elle a affirmé avoir demandé à sa fille de dire la vérité. Sa fille, dit-elle, s'est mise à pleurer et lui a avoué qu'elle faisait l'objet de mandats d'arrestation non exécutés.

[8] Le sergent d'état-major Berg a procédé à l'arrestation de Mme Kechego, et la juge de paix Phillips a immédiatement quitté les lieux.

[9] Madame la juge de paix Phillips, Maître Price et Maître Henein ont accepté la conclusion suivante :

- 1) Le 30 mars 2012, un véhicule a été arrêté à London, en Ontario, par le sergent d'état-major Berg;

- 2) La véritable identité de la conductrice de ce véhicule était Mary Anne Kecheho (également connue sous le nom Mary Anne Phillips). Mary Anne Kecheho n'est pas connue sous le nom de Kelly Titchner née le 6 août 1963.
- 3) La propriétaire du véhicule qui a été arrêté était la juge de paix Donna Phillips. Le 30 mars 2012, la juge de paix Donna Phillips se trouvait, en tant que passagère, dans le véhicule.
- 4) La date de naissance de Marie Anne Kecheho est le 17 décembre 1963.
- 5) Mary Anne Kecheho est la fille de la juge de paix Donna Phillips.

[10] Nous avons finalement conclu que la juge de paix Phillips a activement aidé sa fille, Mary Anne Kecheho, à tromper le sergent d'état-major Berg quant à sa véritable identité. Nous avons conclu qu'elle :

- 1) avait prétendu qu'elle ne connaissait pas bien la conductrice;
- 2) avait prétendu que la conductrice était sa nièce;
- 3) avait confirmé que le nom de famille de la conductrice était Titchner, ce qu'elle savait être faux.

[11] À son crédit, la juge de paix Phillips a finalement convaincu sa fille de dire la vérité. Malheureusement, à ce moment-là, elle avait déjà commis un acte d'inconduite judiciaire.

Les arguments des parties

[12] Maître Price, qui a représenté la juge de paix Phillips tout au long de l'audience, a fait valoir que l'avant-dernière mesure prévue par la loi, soit une suspension de 30 jours sans rémunération, couplée à une éducation corrective, permettrait de rétablir la confiance du public dans l'administration de la justice. Selon lui, cette mesure reflèterait la gravité de la faute, tout en tenant compte des contributions positives de la juge de paix Phillips à l'administration de la justice. Avant la conclusion de son inconduite judiciaire, la juge de paix Phillips avait servi pendant 20 ans et n'avait fait l'objet d'aucune allégation d'inconduite. Issue d'un milieu modeste, elle a été un modèle pour toutes les femmes qui ont souffert dans l'adversité. La juge de paix Phillips fait partie de la Première Nation oneida de la Thames; elle est une membre active de sa communauté et est respectée au sein de l'ensemble de la communauté autochtone.

[13] Maître Henein a comparu devant nous à titre d'avocate chargée de présenter le dossier. Son rôle est analogue à celui d'un *ami de la cour*. Conformément aux procédures du Conseil, elle doit agir indépendamment du comité d'audition et aider celui-ci en présentant la cause contre la juge de paix pour que la plainte soit évaluée de façon impartiale et dépassionnée afin de parvenir à une décision juste. Elle ne doit pas agir dans l'intention d'obtenir une décision particulière. Maître Henein a énuméré un certain nombre de facteurs que l'on pourrait prendre en considération pour déterminer la mesure appropriée :

- (i) La conduite de la juge de paix a considérablement ébranlé la

confiance du public et de la police. La conclusion selon laquelle un juge de paix qui préside régulièrement à des audiences sur des infractions aux règles de la circulation et qui doit statuer sur la question de la crédibilité, aurait contribué activement à tromper un agent de police qui menait une enquête est une conclusion importante;

- (ii) Cette inconduite fait partie des cas les plus graves de conclusions d'inconduite judiciaire;
- (iii) La juge de paix s'était jusqu'alors acquitté de façon irréprochable de ses fonctions judiciaires;
- (iv) La conduite en l'espèce porte un seul incident et ne traduit pas un comportement plus généralisé. Néanmoins, elle s'est prolongée pendant une heure;
- (v) Même si la juge de paix n'a pas présenté d'arguments concernant l'applicabilité des principes *Gladue*¹ et *Ipeelee*² relatifs à la pertinence de son statut d'autochtone dans le contexte de la mesure imposée dans le cadre d'une audience réglementaire, il pourrait être utile de considérer l'affaire *Law Society of Upper Canada v. Terence John Robinson* 2013 ONSLAP 18 par. 72, 75 et 78;
- (vi) Dans son témoignage, la juge de paix n'a admis aucune de ses actions et n'a pas non plus démontré de remords pour ses actes ni de compréhension de la gravité d'une telle conduite de la part d'un juge de paix;
- (vii) Une inconduite de cette nature et la mesure imposée à cet égard n'influent pas seulement la perception qu'a le public de cette juge de paix en particulier. Elles ont des répercussions sur la perception qu'a le public de l'intégrité du système judiciaire dans son ensemble et du respect qu'il lui inspire, ainsi que sur sa confiance à l'égard de l'institution et de ses membres.

Analyse des principes juridiques applicables

[14] La Commission est d'accord avec l'argument de l'avocate chargée de la présentation du dossier que même si les juges de paix ne sont pas des juges, ils sont néanmoins des officiers de justice. Ils doivent donc respecter la même norme de conduite que les juges. La jurisprudence ne fait aucune distinction apparente entre les juges et les juges de paix à cet égard. En effet, on peut présumer que les membres du public vouent le même respect aux juges et aux juges de paix et qu'ils ont les mêmes attentes à l'égard de leur conduite.

[15] En vertu de l'article 11.1 de la *Loi sur les juges de paix*, le présent comité d'audition

¹ *R. c. Gladue* 1999 CanLII 679 (CSC), [1999], 1 S.C.R. 688

² *R. c. Ipeelee*, 2012 CSC 13 (CanLII), 2012 CSC 13

a diverses mesures à sa disposition. Nous pouvons :

- a) donner un avertissement à la juge de paix;
- b) réprimander la juge de paix;
- c) ordonner à la juge de paix de présenter des excuses au plaignant ou à toute autre personne;
- d) ordonner que la juge de paix prenne des dispositions précises, telles suivre une formation ou un traitement, comme condition pour continuer de siéger à titre de juge de paix;
- e) suspendre la juge de paix, avec rémunération, pendant une période quelle qu'elle soit;
- f) suspendre le juge de paix, sans rémunération, mais avec avantages sociaux, pendant une période maximale de 30 jours;
- g) recommander au procureur général la destitution du juge de paix conformément à l'article 11.2. de la *Loi*.

[16] Notre tâche est guidée par l'explication formulée dans *Re Baldwin* (2002, CJO) de l'approche disciplinaire progressive de la discipline judiciaire. Le Comité d'audition a écrit :

[TRADUCTION] Ce n'est que lorsque la conduite qui fait l'objet de la plainte franchit ce seuil que l'éventail des mesures prévues au paragraphe 51.6 (11) doit être envisagé. Une fois qu'il est établi qu'une mesure en vertu du paragraphe 51.6 (11) s'impose, le Conseil devrait envisager en premier la mesure la moins grave, l'avertissement, puis considérer successivement chaque une mesure jusqu'à la plus grave, la recommandation de destitution, et n'ordonner que la mesure qui est nécessaire pour restaurer la confiance du public envers le juge et l'administration de la justice en général. [soulignement ajouté]

[17] Dans l'affaire *Re Douglas* (2006, CJO), par. 5, le comité d'audition s'est référé à l'affaire *Re Baldwin*. L'analyse de la jurisprudence pourrait être résumée dans les principes suivants qui s'appliquent à l'examen de la mesure appropriée à imposer :

- (i) Le comité d'audition devrait envisager en premier la mesure la moins grave, puis considérer successivement chaque une mesure jusqu'à la plus grave;
- (ii) La mesure imposée doit permettre de restaurer la confiance du public envers le juge;
- (iii) La mesure imposée doit permettre de rétablir la confiance du public dans l'administration de la justice en général.

[18] Dans l'affaire *Re Chisvin* (2012, CJO), au par. 38, le comité d'audition a dressé une liste de facteurs pertinents à considérer pour évaluer la mesure appropriée à imposer en cas d'inconduite d'un juge, y compris dans le cas de l'inconduite d'un juge de paix.

- (i) Si l'inconduite est un incident isolé ou si elle s'inscrit dans une suite d'inconduites;
- (ii) La nature, l'étendue et la fréquence des actes d'inconduite;
- (iii) Si la conduite s'est produite à l'intérieur ou à l'extérieur de la salle d'audience;
- (iv) Si l'inconduite a eu lieu dans l'exercice des fonctions du juge ou dans sa vie privée;
- (v) Si le juge a reconnu ou admis que les faits ont eu lieu;
- (vi) Si le juge a démontré des efforts en vue de modifier ou corriger sa conduite;
- (vii) La durée de service du juge;
- (viii) Si des plaintes ont déjà été déposées par le passé contre le juge;
- (ix) Les répercussions de l'inconduite sur l'intégrité et le respect de la magistrature;
- (x) La mesure dans laquelle le juge a profité de sa position pour satisfaire des désirs personnels.

De toute évidence, ces facteurs sont tous des facteurs pertinents à prendre en considération, mais ils ne doivent pas être considérés selon un ordre hiérarchique. Une seule faute peut anéantir des années de service méritoire.

[19] Enfin, il faut garder à l'esprit que notre rôle est de nature réparatrice plutôt que punitive. Comme le juge Gonthier l'a souligné dans l'affaire *Ruffo c. Conseil de la magistrature*, [1995] 4 R.C.S. 267, au par. 68 :

Le rôle du Comité, à la lumière de ces dispositions législatives, a été adéquatement cerné par le juge Parent, à la p. 2214 :

Le Comité a donc pour mission de veiller au respect de la déontologie judiciaire pour assurer l'intégrité du pouvoir judiciaire. La fonction qu'il exerce est réparatrice, et ce, à l'endroit de la magistrature et non du juge visé par une sanction. Sous cet éclairage, au chapitre des recommandations que peut faire le Comité relativement aux sanctions à suivre, l'unique faculté de réprimander, de même que l'absence de tout pouvoir définitif en matière de destitution, prennent tout leur sens et reflètent clairement, en fait, les objectifs sous-jacents à l'établissement du Comité : ne pas punir un élément qui se

démarque par une conduite jugée non conforme, mais veiller, plutôt, à l'intégrité de l'ensemble.

[20] Au cœur de notre analyse est la notion d'intégrité des juges exprimée dans le *Rapport du Conseil canadien de la magistrature au ministre de la Justice à propos du juge Paul Cosgrove* supra, dans lequel le Conseil a écrit :

La confiance du public dans la magistrature est essentielle au maintien de la primauté du droit et à la préservation de la solidité de nos institutions démocratiques. Tous les juges ont le devoir, individuellement et collectivement, d'entretenir la confiance du public dans la magistrature en observant les normes de conduite les plus élevées.

Rapport du Conseil canadien de la magistrature au ministre de la Justice à propos du juge Paul Cosgrove de la Cour supérieure de justice de l'Ontario, supra, au par. 1.

[21] Dans l'affaire *Re Douglas*, supra, le comité d'audition a écrit aux par. 8-9 :

[8] Selon les décisions *Re : Baldwin* et *Re : Evans*, le critère pour établir l'inconduite judiciaire combine deux facteurs connexes : (1) la confiance du public; et (2) l'intégrité, l'impartialité et l'indépendance du juge ou de l'administration de la justice. Le premier facteur exige que le comité d'audition attache de l'importance non seulement à la conduite en question, mais également à l'apparence de cette conduite aux yeux du public. Comme indiqué dans la décision sur l'affaire *Therrien*, le public exigera au moins qu'un juge donne l'apparence de l'intégrité, de l'impartialité et de l'indépendance. Ainsi, le maintien de la confiance du public envers le ou la juge personnellement, et envers l'administration de la justice en général, est un facteur essentiel dont il faut tenir compte pour évaluer la conduite reprochée. En outre, la conduite doit être telle qu'elle implique l'intégrité, l'impartialité ou l'indépendance de la magistrature ou de l'administration de la justice.

[9] En conséquence, un juge doit être et doit paraître impartial et indépendant. Il ou elle doit avoir, ou sembler avoir, une intégrité personnelle. Si un ou une juge se conduit d'une façon qui démontre qu'il ou elle n'a pas l'un de ces attributs, il ou elle peut être considéré comme ayant commis une inconduite judiciaire.

Application des principes à l'audition en l'espèce

[22] Notre analyse commence par les dix (10) facteurs énoncés dans l'affaire *Re Chisvin*, supra. Comme on pouvait s'y attendre, un certain nombre de facteurs militent en faveur de la juge de paix Phillips, tandis que d'autres sont neutres, et d'autres encore, aggravants. L'un des facteurs atténuants est le fait qu'il s'agissait d'un incident isolé qui s'est déroulé au cours d'environ une heure. Avant l'incident, Madame Phillips avait rempli ses fonctions de juge de paix pendant plus de 20 ans de façon irréprochable. Son avocat

a déposé plusieurs lettres de soutien de dirigeants de la communauté autochtone ainsi que de quelques membres du Barreau. Ces lettres soulignaient son service à la communauté. Il est clair que la juge de paix Phillips est membre respectée et un modèle dans la communauté autochtone.

[23] Néanmoins, même si l'activité en question s'est déroulée en dehors de la salle d'audience et que Madame Phillips agissait à titre privé, ses actes étaient inextricablement liés à son rôle de juge de paix. Le sergent d'état-major Berg l'a reconnue; il est évident qu'il a accepté ce qu'elle disait et y a accordé plus de valeur parce qu'elle était juge de paix. Il a fait des choses qu'il n'aurait pas faites s'il avait eu affaire à quelqu'un d'autre que la juge de paix. Ce qui s'est passé souligne le concept selon lequel il n'y a souvent pas de ligne de démarcation entre la vie personnelle et la vie professionnelle d'un juriste. Ces facteurs doivent être considérés comme un facteur aggravant de la conduite.

[24] La juge de paix Phillips n'a pas admis avoir commis quoi que ce soit de répréhensible. Sa position est clairement qu'elle n'a rien fait de mal. Nous ne sommes pas d'accord et n'avons pas trouvé son témoignage crédible. Son manque de reconnaissance ou de contrition n'est pas un facteur aggravant. Il constitue simplement un manque de circonstance atténuante. Il arrive que la reconnaissance d'un acte répréhensible constitue une circonstance atténuante, par exemple, dans l'affaire *Re Chisvin*, supra, le juge de paix en question a reconnu immédiatement avoir commis des actes répréhensibles. Il a fait des efforts de réhabilitation et a présenté des excuses immédiates. Des lettres de soutien, y compris de plusieurs de ses collègues de la magistrature, caractérisaient son comportement comme une aberration (voir les paragraphes 42-47 de la décision du comité d'audition dans cette affaire).

[25] Nous passons maintenant aux deux derniers facteurs, l'effet sur l'intégrité et le respect de la justice, et la mesure dans laquelle la juge de paix a tiré parti de ses fonctions à des fins personnelles. Le comportement de la juge de paix Phillips a frappé au cœur même de l'intégrité du système judiciaire. Tous les Canadiens sont tenus de respecter la loi et de s'y conformer. Par ses actions, la juge de paix Phillips n'a pas respecté cette norme minimale. Il ne s'agissait pas d'une affaire qui nécessitait une analyse nuancée des faits : la juge de paix Phillips a menti à un policier en train de mener une enquête.

[26] Le fait que les officiers de justice sont censés obéir à la loi est un concept tellement fondamental qu'il est difficile de comprendre comment une formation corrective pourrait contribuer à restaurer la confiance du public. Un Canadien moyen sensé, mis au courant de toutes les circonstances de l'affaire serait, à notre avis, stupéfait à l'idée que des officiers de justice, qui sont censés être irréprochables, auraient besoin d'une formation additionnelle pour apprendre qu'ils doivent obéir à la loi. La juge de paix Phillips n'aurait pas retiré d'avantages directs de ses actes, mais elle aurait néanmoins retiré un avantage. En effet, elle dépendait beaucoup de l'aide de sa fille qui lui servait de chauffeur et l'aidait dans ses projets communautaires. L'arrestation de sa fille marquait une fin soudaine à cette aide.

[27] Même si la juge de paix Phillips s'est acquittée de ses fonctions de façon irréprochable pendant plus de vingt ans et a servi de modèle pour d'autres membres de sa communauté, comment pourrait-on avoir confiance dans sa capacité à continuer d'exercer ses fonctions judiciaires? La grande majorité du travail des juges de paix consiste à évaluer la crédibilité des agents de police dans des affaires relevant de la *Loi sur les infractions provinciales*, dans des audiences de mise en liberté provisoire judiciaire et dans des demandes de mandats de perquisition. Les juges de paix, comme tous les officiers de justice, doivent se prononcer sur la crédibilité. Cette décision doit être prise sans crainte et sans faveur. Compte tenu de la nature de l'inconduite de la juge de paix Phillips, comment le public pourrait-il avoir confiance dans les décisions que celle-ci pourrait prendre dans des affaires portées devant elle à l'avenir? Inévitablement, cela soulèverait des questions. Chaque fois que la juge de paix rejetterait le témoignage d'un policier, subsisterait-il un sentiment ou le soupçon que sa décision pourrait avoir été influencée par le fait qu'un agent de police a témoigné contre elle lors de la présente audience? À l'inverse, certaines personnes auraient-elles l'impression que la juge de paix pourrait favoriser la police pour essayer de démontrer qu'elle n'entretient pas de préjugé contre la police en raison de ce qui s'est passé lors de la présente audience?

[28] Peu importe la décision que prendrait la juge de paix, l'administration de la justice en souffrirait, parce qu'il y aurait inévitablement une tendance à remettre en doute l'impartialité de la juge de paix Phillips, plutôt qu'à faire confiance dans la qualité de sa prise de décisions. Le cours de la justice serait essentiellement détourné, les préoccupations au sujet de l'officier de justice l'emportant sur la certitude que la justice a été rendue dans l'affaire. On ne peut pas laisser une telle situation se produire.

[29] Le comité d'audition a examiné les arguments de l'avocat de la juge de paix selon lesquels la situation de celle-ci est analogue à celle du juge de paix Paul Welsh, qui a plaidé coupable et à qui il a été accordé une absolution inconditionnelle pour une infraction de tentative d'entrave à la justice. Nous concluons que l'affaire *Re Welsh* (2009, CEJP) n'est pas un précédent décisif; il représente une décision unique basée sur des faits uniques et distincts. Parmi les facteurs distinctifs dans l'affaire *Re Welsh*, nous notons les suivants : Le juge de paix avait réduit le montant d'une amende, mais sans avoir rejeté l'accusation. Le comité d'audition avait constaté qu'il n'y avait « aucun élément de corruption implicite ou explicite dans (ses) actes » [traduction] (voir au par. 84). Lors du procès, le procureur de la Couronne a fait valoir que les actes du juge de paix correspondaient au bas de l'échelle de gravité et il s'est joint à la demande d'absolution inconditionnelle. Le comité d'audition disposait d'une forte preuve testimoniale, à la fois par écrit et en personne, qui l'a conduit à conclure que la confiance du public ne serait pas minée par le maintien en poste du juge de paix Welsh (voir au par. 84).

[30] Nous avons également examiné la question de savoir si les principes énoncés dans les arrêts *R. c. Gladue* [1999] 1 R.C.S 688 et *R. c. Ipeelee* 2012 C.S.C. 13 s'appliquent ou non à la présente audience. Nous sommes prêts à accepter que ces principes s'appliquent. Il ressort toutefois de la jurisprudence que le fait d'être autochtone ne constitue pas une circonstance atténuante dans cette affaire. Les éléments que nous devons considérer sont les suivants : (a) les facteurs systémiques ou historiques distinctifs qui peuvent être une des raisons pour lesquelles le délinquant autochtone se retrouve devant les tribunaux, et (b) les types de procédures de détermination de la peine

et de sanctions qui, dans les circonstances, peuvent être appropriées à l'égard du délinquant en raison de son héritage ou de ses attaches autochtones.

[31] Même s'il ne fait aucun doute que la juge de paix est autochtone, nous ne trouvons aucun lien qui déclencherait l'application de ces principes pour nous conduire à une autre décision. Madame Phillips était juge de paix depuis plus de vingt ans au moment de cet incident. Tous les officiers de justice savent qu'ils peuvent être confrontés au dilemme de soutenir un membre de leur famille ou un ami au prix de leur intégrité judiciaire. C'est un dilemme auquel tous les officiers judiciaires espèrent n'être confrontés qu'en théorie, dans la salle de séminaire au cours de leur formation judiciaire, mais pas dans leur vie réelle.

[32] Au bout du compte, tous les officiers judiciaires savent ce qu'ils doivent faire : leur intégrité et leur devoir à l'égard de l'administration de la justice doivent l'emporter dans tous les cas. C'est la seule façon de maintenir leur intégrité personnelle et, plus important encore, c'est la seule façon de maintenir la confiance du public dans l'administration de la justice. Le comité d'audition conclut que la seule sanction qui rétablira la confiance du public est de recommander au procureur général, conformément à l'alinéa 11.1 (10) g), que Madame la juge de paix Donna Phillips soit destituée du fait qu'elle est devenue incapable d'exercer convenablement ses fonctions en raison d'une conduite incompatible avec l'exercice de ses fonctions.

Date : 24 octobre 2013

COMITÉ D'AUDITION :

L'honorable juge Paul M. Taylor, président

La juge de paix principale régionale Kathleen Bryant

Mme Cherie Daniel, membre du public

ANNEXE A

**COPIE DE LA PIÈCE UN À L'AUDIENCE :
AVIS D'AUDIENCE**

CONSEIL D'ÉVALUATION DES JUGES DE PAIX

**DANS L'AFFAIRE D'UNE plainte concernant
la juge de paix Donna Phillips,
juge de paix dans la
Région de l'Ouest**

AVIS D'AUDIENCE

Le Conseil d'évaluation des juges de paix (« le Conseil d'évaluation »), conformément à l'alinéa 11 (15) c) de la *Loi sur les juges de paix*, L.R.O.1990, ch. J.4, dans sa version modifiée (la « *Loi* »), a ordonné que la plainte suivante relativement à la conduite ou aux actions de la juge de paix Donna Phillips soit renvoyée devant un comité d'audition du Conseil d'évaluation pour la tenue d'une audience formelle en vertu de l'article 11.1 de la *Loi*.

La plainte allègue que vous vous êtes conduite d'une façon incompatible avec vos fonctions et que, pour cette raison, vous êtes devenue d'exercer convenablement ses fonctions. Les détails de la plainte concernant votre conduite figurent à l'Annexe A du présent avis d'audience.

Le comité d'audition du Conseil d'évaluation se réunira dans la salle de conférences du Conseil d'évaluation des juges de paix, salle 2310, au 1, rue Queen Est, dans la ville de Toronto, le 15 février 2013, à 9 h, dans l'avant-midi, ou dès que le comité d'audition du Conseil d'évaluation pourra se réunir pour fixer une date d'audition de la plainte.

Un juge de paix dont la conduite fait l'objet d'une audience formelle devant le Conseil d'évaluation peut être représenté par un avocat et aura la possibilité de présenter ses arguments et de produire des preuves.

Une fois qu'il a terminé l'audience, le Conseil d'évaluation peut, en vertu du paragraphe 11.1 (10) de la *Loi sur les juges de paix*, rejeter la plainte, qu'il ait conclu ou non que la plainte n'est pas fondée ou, s'il donne droit à la plainte, il peut, selon le cas :

- (a) donner un avertissement au juge de paix;
- (b) réprimander le juge de paix;
- (c) ordonner au juge de paix de présenter des excuses au plaignant ou à toute autre personne;

- (d) ordonner que le juge de paix prenne des dispositions précises, telles suivre une formation ou un traitement, comme condition pour continuer de siéger à titre de juge de paix;
- (e) suspendre le juge de paix, avec rémunération, pendant une période quelle qu'elle soit;
- (f) suspendre le juge de paix, sans rémunération, mais avec avantages sociaux, pendant une période maximale de 30 jours;
- (g) recommander au procureur général la destitution du juge de paix conformément à l'article 11.2. de la *Loi*.

Vous pouvez, vous-même ou votre avocat, contacter le cabinet de Me Marie Henein, Henein Hutchison LLP, l'avocate mandatée au nom du Conseil d'évaluation pour présenter le dossier dans cette affaire.

Si vous omettez de vous présenter devant le Conseil d'évaluation en personne ou par le biais d'un représentant, le Conseil d'évaluation pourra procéder à l'audience en votre absence et vous n'aurez plus le droit de recevoir d'autres avis de l'instance.

Le 17 janvier 2013

Original signé

Marilyn E. King
Greffière
Conseil d'évaluation des juges de paix

À l'attention de la juge de paix Donna Phillips
c. M^e Timothy Price, avocat de la juge de paix

ANNEXE A

DÉTAILS DE LA PLAINTE

Les détails de la plainte concernant la conduite de juge de paix Phillips sont exposés ci-dessous :

1. Le 30 mars 2012, vous étiez dans votre véhicule en tant que passagère. Votre fille, Mary Anne Kechego, conduisait ce véhicule et a été arrêtée par la police pour une infraction aux règles de la circulation. Dans le cadre de cette enquête, vous avez induit en erreur l'agent de police au sujet de l'identité de Mme Kechego et de votre relation avec elle et, par là, vous êtes devenue témoin complice de Mme Kechego en trompant cet agent de police;
2. Après avoir arrêté le véhicule, le policier enquêteur, le sergent d'état-major Berg, a tenté d'obtenir l'identification (nom et date de naissance) de la conductrice ainsi que son permis de conduire. Au cours de cette enquête, Mme Kechego s'est faussement identifiée comme Kelly Titchner et a indiqué une date de naissance. Vous étiez présente lors de la conversation initiale entre l'agent de police et Mme Kechego, lorsque celle-ci était au volant de votre véhicule et que vous étiez vous-même dans le siège du passager;
3. Le sergent d'état-major Berg a saisi le nom et la date de naissance fournis par Mme Kechego dans son ordinateur. Il n'est pas parvenu à localiser les renseignements sur le permis de conduire que lui avait fournis verbalement Mme Kechego. Il s'est approché à nouveau du véhicule et a demandé à Mme Kechego son nom et sa date de naissance. Elle a une fois de plus menti à l'agent de police en lui fournissant les mêmes faux renseignements sur son identité. Vous étiez présente, assise dans le siège du passager, lorsque cette conversation a eu lieu avec votre fille;
4. L'agent a demandé à Mme Kechego de sortir de la voiture. Il l'a avertie qu'elle pourrait être accusée d'une infraction criminelle si elle l'induisait en erreur. Mme Kechego a maintenu une fois de plus que les renseignements qu'elles avaient fournis étaient sa véritable identité et a informé l'agent que vous étiez juge de paix, que vous étiez sa tante et que vous pourriez confirmer son identité;
5. Le sergent d'état-major Berg s'est alors adressé à vous et vous a demandé de confirmer l'identité de la conductrice. Vous avez menti en confirmant que Mme Kechego était Kelly Tichner et qu'elle était votre nièce;
6. Le sergent d'état-major Berg n'était pas satisfait de l'information fournie concernant l'identité de la conductrice. Mme Kechego a affirmé qu'elle ne pouvait pas présenter son permis de conduire parce qu'elle l'avait laissé dans des locaux d'entreposage. L'agent de police a alors dit à Mme Kechego qu'il la suivrait jusqu'à ces locaux pour récupérer le permis de conduire. En outre, il a dit à Mme Kechego en votre présence qu'il la croyait quand elle affirmait détenir un permis, d'autant plus que vous appuyiez cette affirmation;

7. Vous et Mme Kecheho vous êtes rendues ensemble en voiture jusqu'aux locaux d'entreposage. A aucun moment, vous n'avez essayé de corriger les renseignements erronés que vous aviez fournis au sergent d'état-major Berg quant à l'identité de la conductrice et sa relation avec vous. En outre, à aucun moment, vous n'avez corrigé les fausses informations que votre fille a fournies au sergent d'état-major Berg et dont vous étiez témoin;

8. Dans l'établissement d'entreposage, le propriétaire a confirmé que la conductrice n'avait pas loué de locaux à cet endroit, pas plus que son amie. L'agent s'est alors adressé à vous une nouvelle fois alors que vous étiez assise dans la voiture et vous a indiqué qu'il était certain que la conductrice lui mentait. Il vous a rappelé que vous étiez juge de paix et que vous deviez lui répondre honnêtement. Il vous a ensuite demandé si vous connaissiez bien la conductrice, et vous avez répondu que vous ne la connaissiez pas bien;

9. Le sergent d'état-major Berg vous a demandé d'enjoindre la conductrice de dire la vérité quant à son identité. Vous avez demandé à l'agent de vous permettre de parler à la conductrice, et il vous y a autorisée. Après que vous avez parlé à Mme Kecheho, celle-ci a admis sa véritable identité;

10. Le permis de conduire de Mme Kecheho avait en fait été suspendu au moment de cet incident, et elle faisait l'objet de mandats d'arrestation non exécutés;

11. Vous avez agi de façon inappropriée en trompant un agent de police qui menait une enquête quant à l'identité de votre fille, Mme Kecheho, et/ou de votre relation avec celle-ci, et avez été une témoin complice de Mme Kecheho en trompant cet agent;

12. Le ou les actes décrits aux paragraphes 1 à 11, inclusivement, constituent une inconduite judiciaire qui justifie l'imposition d'une mesure en vertu du paragraphe 11.1 (10) de la *Loi sur les juges de paix*.